

**COMMUNE DE MARLES-EN-BRIE**

- : -  
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN DÉBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE RUE D'OURCEAUX**

**Le Maire de la Commune de Marles-en-Brie,**

**Vu** les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales relatifs à la police municipale,

**Vu** les articles L. 3321-1, L. 3334-1 et L. 3334-2 et du code de la santé publique relatifs à la classification des boissons et aux débits temporaires,

**Vu** la demande, du 4 mars 2025, présentée par Madame Sabine Piasecki, présidente de l'association Les Marloupiaux, domiciliée à la Mairie de Marles-en-Brie, Place de la Mairie à Marles-en-Brie,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Madame Sabine Piasecki, née Barbey, le 29 novembre 1966 à Paris XIII<sup>ème</sup>, présidente de l'association Les Marloupiaux, est autorisée, es qualité, à ouvrir un débit de boissons temporaire du premier groupe, le 30 mars 2025, rue d'Ourceaux à Marles-en-Brie, à l'occasion de la brocante aux objets mobiliers, organisée par l'association Les Marloupiaux.

**Article 2 :** Le débit temporaire de boissons sera ouvert, le 30 mars 2025, de 5 heures 00 à 18 heures 00.

**Article 3 :** Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le groupe n° 1, à savoir les boissons sans alcool telles que « eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ».

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations (D.D.P.P.),
- Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Mortcerf,
- Madame Sabine Piasecki, présidente de l'association Les Marloupiaux. qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Marles-en-Brie, le 10 mars 2025,**

**L'Adjoint au Maire**



**Michel Lacas**



Le Maire

. Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte après transmission à la sous-préfecture de Provins et mise en ligne le 12/03/2025

. Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

. Notifié le :

**REÇU EN PREFECTURE**

**Le 10/03/2025**

Application agréée E-legalite.com